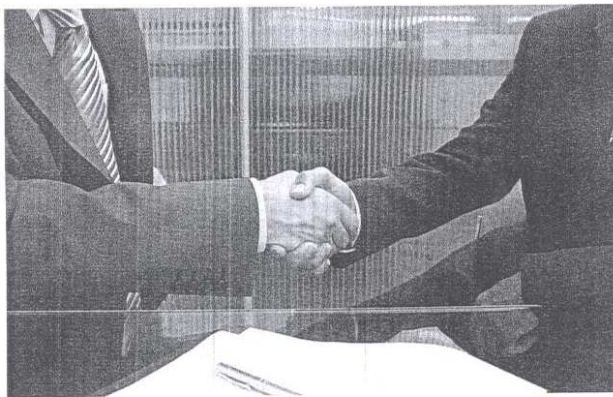


Opportunités d'affaires au large de l'Atlantique

● L'espace Atlantique dispose d'un immense potentiel en matière de développement économique. Il s'agit de réelles perspectives commerciales pour des pays comme le Maroc, qui justifie d'un atout géographique stratégique. C'est ce que vient de confirmer une étude conjointe entre le think tank marocain OCP Policy Center et son homologue américain GMF, qui plaident pour de nouvelles initiatives destinées à tirer pleinement profit de ces opportunités.

C'est un fait, l'espace Atlantique qui regroupe les pays africains, américains et européens riverains de l'océan du même nom, regorge d'énormes potentialités en matière de coopération économique. Il faudrait désormais y ajouter que les perspectives s'avèrent encore plus prometteuses dans les prochaines années, dans le sillage de l'intensification des échanges commerciaux au niveau mondial. Dans la même lancée, certains pays sont géographiquement bien placés pour tirer le meilleur de cette croissance des flux commerciaux à travers le renforcement de la coopération économique entre les pays membres. C'est le cas particulier du Maroc, dont la position géographique à cheval entre les différentes zones géographiques de cet espace est un puissant levier de compétitivité. C'est en substance l'essentiel de l'étude économique que vient de publier conjointement le think tank marocain OCP Policy Center et son homologue américain German Marshall Fund (GMF) dans le cadre du programme «Au large de l'Atlantique», qui vise à explorer les voies et moyens permettant d'instaurer un «partenariat pour le commerce et l'investissement dans l'espace transatlantique». C'est d'ailleurs l'atteinte de cet objectif que plaide l'étude, au vu du potentiel de développement pour les différents États membres et en perspective des nouvelles opportunités qui se consolident de plus en plus, comme les négociations en vue d'un accord commercial entre les États-Unis et l'Union européenne. À cela s'ajoute l'expansion attendue des échanges entre les pays africains et ceux d'Amérique latine. Il va sans dire qu'il s'agit là de nouvelles opportunités pour le Maroc, qui s'est déjà bien positionné dans



cette voie en intensifiant ses relations politiques, économiques et commerciales avec les pays concernés. S'il apparaît clairement, aujourd'hui, que le Maroc accorde une priorité aux pays européens, ses partenaires commerciaux traditionnels, ainsi que dans une moindre mesure, à l'Amérique du Nord (USA et Canada), les prochaines années apporteront une nouvelle dynamique aux échanges entre les pays du pourtour Atlantique, notamment ceux d'Afrique et d'Amérique latine. En clair, le développement d'une zone économique portée par plusieurs axes, notamment nord-sud et sud-sud qui offrent de nouvelles niches

aux potentiels prometteurs pour les opérateurs marocains.

ALE et partenariat stratégique

«Les perspectives de développement des échanges commerciaux dans la zone pourraient accroître les possibilités économiques pour les pays comme le Maroc, qui est traditionnellement bien connecté aux quatre coins de l'Atlantique et qui pourrait servir de plaque tournante pour le commerce de l'ensemble de la région», note le document. Le rapport s'est en effet basé sur les récents développements ayant marqué le flux des échanges entre les pays de cet espace, comme ceux entre le Maroc et le



Le potentiel est énorme et sera porté par la mondialisation à grande vitesse, qui oblige les entreprises, soutenues par leurs États, à explorer de nouvelles zones de croissance.

Brésil, qui ont connu une progression exponentielle en volume ces dernières années. Les États-Unis et les pays européens demeurent, certes, les principaux contributeurs à cette dynamique commerciale puisqu'ils sont les principaux clients et fournisseurs, notamment d'IDE, mais la contribution des pays émergents ou en voie de développement du même espace se sont nettement amplifiés sur la même période. De ce fait, les perspectives de croissance pour l'Afrique et l'Amérique latine constituent de nouveaux leviers pour accélérer le rythme de la dynamique. C'est pour cette raison d'ailleurs que l'auteur de l'étude, Peter Sparding, se réfère au fait que ce créneau constitue l'une des principales motivations ayant conduit les États-Unis et l'Union européenne à entamer, depuis 2013, des négociations pour la conclusion d'un accord de libre-échange complet et approfondi avec le Maroc (ALECA). C'est d'ailleurs en faveur des initiatives du même genre que plaide l'étude sans toutefois envisager à moyen et court termes un tel accord qui pourrait avoir des impacts négatifs sur les économies de certains pays de l'espace comme le Maroc ou le Brésil.

PAR **ABOUBACAR YACOUBA BARMA**
a.barma@leseco.ma

L'OCP en éclaircisseur

Les perspectives d'expansion dans l'espace Atlantique et particulièrement au niveau des pays d'Amérique latine sont depuis longtemps une partie intégrante de la stratégie de développement de l'OCP. En plus de disposer déjà de filiales dans certains pays comme le Brésil, l'un de ses plus gros clients, l'OCP joue les éclaircisseurs afin d'affiner les réflexions sur les voies et moyens permettant aux pays membres de cet espace géographique de profiter pleinement des potentialités qui leurs sont offertes. C'est à travers son think tank, OCP Policy Center et en partenariat avec l'organisation américaine German Marshall Fund (GMF) que l'initiative est mise en œuvre à travers, notamment, l'organisation d'un événement annuel : «Atlantic Dialogue» qui réunit à Rabat plusieurs experts et autorités politiques des pays concernés sur les mêmes questions de renforcement des échanges commerciaux et de la coopération économique. Le programme «Au large de l'Atlantique» s'inscrit dans le cadre de cette initiative commune et consiste à explorer les multiples et diverses dimensions nord-sud et sud-sud des relations transatlantiques, y compris le rôle de l'Afrique et de l'Amérique latine, ainsi que les questions touchant le bassin de l'Atlantique dans son ensemble.

Une longueur d'avance pour le Maroc

● Sur la base des relations solides qu'il entretient avec les pays européens et d'Amérique du Nord de l'espace Atlantique, le Maroc entend désormais ouvrir de nouvelles perspectives de coopération économique avec ceux d'Amérique latine.

Tout comme le sont les pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale dans la nouvelle stratégie de coopération économique avec le continent, les pays d'Amérique latine constituent des marchés-cibles prioritaires en matière de diplomatie économique. Les deux espaces géographiques constituent d'ailleurs autant d'opportunités pour le Maroc dans le cadre de la mise en œuvre du «partenariat sud-sud». La feuille de route royale est à cet égard assez anticipative puisque le souverain a inscrit ces régions au cœur de l'agenda diplomatique marocain. Dans le message qu'il a

adressé aux diplomates marocains à l'occasion de la dernière session de la Conférence des ambassadeurs du 30 août dernier, Mohammed VI a exhorté le gouvernement à «la relance des activités de la Conférence des États africains riverains de l'Atlantique». C'est d'ailleurs le Maroc qui abrite le siège régional de cette organisation appelée à servir d'interface entre les relations entre les pays africains de l'espace Atlantique et leurs homologues des autres continents. Le souverain a invité pour ce faire la diplomatie marocaine à veiller à renforcer les relations avec des pays disposant de fortes potentialités économiques.

Partenariats économiques stratégiques

Afin de concrétiser cette feuille de route, le ministre des Affaires étrangères et de la coopération s'est d'ailleurs réuni en début d'année avec les ambassadeurs des pays latino-américains accrédités à Rabat afin de leur faire part de la volonté du Maroc «d'accorder un intérêt particulier à la consolidation du partenariat politique et économique» avec leurs pays. Autant dire que les bases politiques sont balisées pour le Maroc, notamment dans le sillage de visites effectuées par le roi dans plusieurs pays latino-américains en 2004.

Selon Salaheddine Mezouar, l'ambition du Maroc est de renforcer le partenariat économique et commercial avec les pays latino-américains et de donner un nouvel élan aux échanges commerciaux à travers la réalisation, notamment, de missions commerciales de prospection et l'échange de visites aux niveaux ministériel et parlementaire. Le Maroc, qui est membre observateur de l'Alliance du Pacifique, une organisation régionale qui réunit la Colombie, le Pérou, le Chili et le Mexique, entend à ce titre, jouer un rôle actif au sein des divers processus bi-régionaux existants, notamment dans le cadre des Sommets Amérique du Sud/pays arabes (ASPA) et Amérique du Sud/Afrique (ASA).

●
PAR A.Y.B